

Les enclaves, ces territoires en terre étrangère

KARABAKH ARMÉNIEN : OPÉRATION SURVIE

Entouré de territoires conquis par l'Azerbaïdjan lors de « la guerre de 44 jours » de l'automne 2020, le Haut-Karabakh (ou Artsakh), désormais réduit à moins de 3 000 kilomètres carrés, tente de se reconstruire sous la menace d'une nouvelle attaque. Relié à l'Arménie par un corridor qu'il ne contrôle même pas, ce petit « pays » oublié du monde compte surtout sur l'armée russe pour se protéger.

De nos envoyés spéciaux Jean-Christophe Buisson (texte)
et Antoine Agoudjian (photos pour « Le Figaro Magazine »)



Près de Chouchi, une position arménienne et une position azérie se font face à quelques dizaines de mètres de distance.



« Dadik » et « Papik »
veillent sur Stepanakert
et l'Artsakh.



Messe dominicale
à Vank, dans
le monastère de Gandzasar.

Sur les populations arméniennes vivant sur les dizaines de kilomètres de la ligne de contact avec l'Azerbaïdjan, la pression est constante



C'est une sculpture monumentale en tuf rouge familière à tous les Arméniens de l'Artsakh (la dénomination locale du Haut-Karabakh). Posée sur une colline dominant sa capitale, Stepanakert, elle représente les bustes de deux paysans qui veillent et protègent ce morceau de terre transcaucasienne qui s'étend désormais sur moins de 3 000 kilomètres carrés, entouré de zones attribuées – par le régime soviétique, la diplomatie ou les guerres – à l'Azerbaïdjan. Depuis leur érection en 1967, au temps de l'URSS, ils sont affectueusement surnommés « Papik » et « Dadik » (« Grand-père » et « Grand-mère »). Manière de souligner l'âge vénérable du sol arménien dans lequel ils sont plantés : cette région n'était-elle pas intégrée au royaume d'Arménie orontide dès le IV^e siècle avant Jésus-Christ ?

Luciné et Artur sont étudiants. Ils sont en repérage. Bientôt, ils convoleront devant Dieu, puis, comme leurs parents respectifs il y a un quart de siècle, viendront se faire photographier sur les vertes pelouses entourant « Papik » et « Dadik ». Et après ? « Si la situation ne s'améliore pas, nous partirons pour l'Amérique ou l'Australie. C'est un déchirement car nos familles vivent sur cette terre depuis des siècles, mais il n'y a plus personne pour nous protéger des Turcs. Ni notre gouvernement, ni celui d'Erevan, ni la France, ni les États-Unis, ni la Russie. »

Le pessimisme sombre du jeune couple reflète le sentiment majoritaire des habitants du Haut-Karabakh, moins d'un an après un conflit au terme duquel deux tiers du pays (autoproclamé indépendant il y a trente ans pour s'extraire

de la tutelle azerbaïdjanaise, mais non reconnu sur le plan international) ont été envahis par le voisin azéri (y compris les districts jadis peuplés d'Azéris que l'armée arménienne avait conquis en 1993-1994 pour constituer un tampon protecteur entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan). Commandée par des généraux turcs, s'appuyant sur 2 à 3 milliers de djihadistes venus de Syrie via la Turquie, forte d'une supériorité aérienne – notamment grâce aux drones tueurs Bayraktar TB2, turcs eux aussi – contre laquelle l'artillerie vieillissante de la Défense de l'Artsakh s'est révélée impuissante, l'armée de Bakou a non seulement reconquis les fameux districts, mais plusieurs villes et villages comme Chouchi, qui surplombe Stepanakert. Près de 100 000 des 150 000 habitants ont fui les combats et se sont réfugiés en République d'Arménie voisine – tous ne sont pas revenus, tant s'en faut, malgré les programmes d'aide au retour lancés par le gouvernement de l'Artsakh.

ÉGLISES VANDALISÉES

Sur les terres d'où les Azéris ont chassé les Arméniens (« comme des chiens », selon l'expression gourmande du président azerbaïdjanais Ilham Aliév), aucune information vérifiable – les journalistes n'y ont pas accès –, mais des rumeurs et parfois des images inquiétantes : édifices chrétiens datant du Moyen Âge vandalisés ou détruits, installations de familles de djihadistes en échange de leurs bons et loyaux services, travaux de construction de routes avec des dalles volées aux tombes de cimetières arméniens, implantations de casernes militaires...

Sur les populations vivant le long des dizaines de kilomètres de ligne de contact, sur un plateau oscillant

Tout est fait pour décourager les Arméniens de rester ici et les pousser à l'exil, loin de leur terre

entre 1 000 et 2 000 mètres d'altitude, la pression est constante. Il n'est pas rare d'entendre des rafales de fusils automatiques percer le silence de la nuit ni que des vaches ou des chèvres aventurées un peu trop près du territoire azərbayjanais soient capturées, voire tuées par un sniper. Sur les routes d'asphalte ou de terre qui serpentent dans les montagnes, au gré d'une frontière rarement indiquée de manière formelle et explicite, il arrive que les voitures arméniennes soient les cibles de tirs. Des fermiers nous disent recevoir des appels téléphoniques menaçants – en turc. Des drones de surveillance et même d'attaque turcs traversent le ciel arménien. L'eau des rivières locales, dont les sources se trouvent désormais de l'autre côté de la frontière, coule avec moins d'intensité, moins de fluidité, moins de clarté...

Au sud-est, dans les vignes du cépage khendorni qui caressent la ligne de front, chacun garde toujours un œil sur la toute proche casemate de pierre au-dessus de laquelle flotte le drapeau flanqué d'un croissant islamique et devant laquelle se tient en permanence debout, figé, un soldat azéri, fusil à l'épaule, jumelles sur les yeux. Tout est fait pour décourager les Arméniens de continuer à vivre ici. « *C'est une stratégie du pouvoir azéri qui cherche à pousser à l'exil ses habitants, assure un observateur local. Leur rendre la vie impossible pour dépeupler la région est un moyen pour Aliiev de s'assurer une victoire militaire en cas de reprise du conflit. En tout cas de décourager l'Arménie ou ses alliés d'intervenir : quel pays engagera des troupes pour 50 000 pauvres Arméniens ?* »

PROTECTION RUSSE

Réponse possible : la Russie. Après avoir mis fin au conflit de l'automne 2020 (entre 6 000 et 10 000 victimes) en imposant un cessez-le-feu aux Azéris et aux Arméniens, le président russe Vladimir Poutine a fait déployer une force d'interposition russe de 1960 hommes (sans doute le double, en vérité), chargée, pendant cinq ans, de veiller au maintien de la paix. C'est-à-dire d'empêcher ce qu'il reste du Karabakh arménien (donc chrétien) de tomber dans l'orbite de Bakou (pays musulman supposé laïc, mais dont le premier projet architectural d'envergure à Chouchi est de bâtir une immense mosquée, tandis que le dôme de la cathédrale locale a été démantelé...).

Les arrière-pensées du Kremlin sont évidentes. Moscou rêvait de reprendre pied dans cette région du sud du Caucase dont elle avait peu à peu été évincée. Dans sa partie occidentale, la Géorgie n'a de cesse de se détourner d'elle depuis deux décennies. Les affaires avec l'Azerbaïdjan, où vivent des oligarques russes versés dans le gaz ou le pétrole, sont prospères, mais on se méfie de cette nation musulmane séparée des provinces —>



Juin 2021. Sept mois après la fin du conflit, une famille arménienne peut enfin enterrer un de ses fils, dont le corps vient d'être identifié par son ADN.



Depuis 301 et leur conversion au christianisme, les Arméniens ont appris à se reconstruire après les malheurs : la résilience est leur affaire

de Tchétchénie et d'Ingouchie par une simple chaîne de montagnes (certes élevée, mais impossible à surveiller totalement). Quant à l'Arménie elle-même, en 2018, son peuple avait chassé du pouvoir un président prorusse au profit de Nikol Pachinian, déterminé à se rapprocher de l'Occident et d'en épouser ses valeurs.

Avec « la guerre de 44 jours » où ont brillé par leur absence ou leur pusillanimité les diplomates américaine et européenne, trop occupées par la lutte contre la Covid, l'élection présidentielle aux États-Unis et le Brexit, et peu intéressées par une région à l'enjeu géostratégique limité (ici, pas de pétrole, pas de gaz, pas d'accès à la mer et quelques rares mines), les Russes ont exploité la situation avec profit. Le flambant neuf aéroport civil de Stepanakert, qui attendait depuis des années une autorisation de mise en service, est devenu une véritable base de l'armée russe, commandée ici par le sévère lieutenant-général Avdeev. Sa piste principale a été allongée et chaque jour donne lieu à un ballet d'hélicoptères Mil dans le ciel gris qui surplombe le tarmac. Plus au nord et à l'est de la capitale, on pouvait

voir au début de l'été des Casques bleus parlant la langue de Tolstoï encadrer les paysans des environs de Martouni en train de ramasser le blé. « *Le Karabakh va devenir une enclave russe* », assure, dépitée, Izabella Abgharian, professeure à l'université et conseillère municipale indépendante d'Erevan. Pour elle, il ne fait pas de doute que le premier ministre de la République d'Arménie, confortablement réélu lors d'élections législatives anticipées en juin dernier, n'a pas l'intention de défendre l'enclave en sacrifiant à nouveau la jeunesse de son pays qui a déjà perdu près de 3 000 de ses enfants (soit 80 % des morts (officiels) arméniens de la guerre de septembre-novembre 2020). « *Depuis le début de son mandat, il cherche à se débarrasser du Karabakh, mais il fait un mauvais calcul car les Azéris ne s'arrêteront pas là. Ils commencent déjà à revendiquer ce qu'ils appellent le Zanguezour, notre région du Syunik, ont fait entrer des troupes illégalement dans le Gegharkunik, près du lac Sevan, où ils terrorisent la population locale, et ils donnent déjà un nom turc à Erevan !* »

LES FANTÔMES DE L'ARMÉE ISLAMIQUE DU CAUCASE

Enclave arménienne privée d'un statut protecteur en dépit d'un article du cessez-le-feu de novembre 2020 qui le lui promettait, le Karabakh s'apprêterait-il à devenir une enclave... russe ? Moscou en caresse sûrement le vœu, qui propose un passeport frappé de l'aigle bicéphale aux citoyens arméniens de l'Artsakh. Objectif vraisemblable : prolonger la présence de troupes au-delà des cinq ans imposés en brandissant l'argument de la protection de citoyens russes. L'invitation faite aux



militaires envoyés depuis Moscou de faire venir leurs familles est un autre indicateur. « *S'il faut perdre notre pseudo-souveraineté pour ne pas subir ce qu'a vécu ma famille massacrée aux deux tiers à Chouchi en 1920, cela me va très bien* », soupire Aram. Ce vieillard à la peau tanée et aux mains calleuses nous montre des photos de sa maison, qu'il a évacuée le 31 octobre dernier, alors que des unités arméniennes tenaient encore la vieille cité. Il y a un siècle, l'armée islamique du Caucase, unité militaire ottomane créée pour s'emparer de terres provisoirement abandonnées par la Russie après la révolution bolchevique, avait passé au fil de l'épée près de 20 000 de ses habitants. Parce qu'ils étaient arméniens. Parce qu'ils étaient chrétiens. « *Je vous rappelle que le sultan Erdogan et son vassal Aliiev nous désignent avec mépris et haine comme "les restes de l'épée"* », complète l'ancien ébéniste et joueur de duduk à l'occasion. *Ils ne seront apaisés que lorsqu'il n'y aura plus un seul Arménien dans la région* ». Et notamment dans la zone géographique située au sud du Syunik, entre l'Azerbaïdjan et l'exclave azérie du Nakhitchevan (qui possède une frontière avec la Turquie). Une fois ce « bouchon » ôté existera un corridor turcique continu allant d'Istanbul à Urumqi, dans le Xinjiang, en Chine...

Le corridor de Latchin, lui, est d'une taille bien plus modeste. Long d'une trentaine de kilomètres, c'est la voie unique aux allures de cordon ombilical qui relie la République d'Arménie et son enclave (ethnique sinon administrative) du Karabakh. Après avoir quitté Goris, un premier check-point russo-arménien filtre les véhicules à la sortie du village de Tegh. Puis un second,



quelques kilomètres plus loin, exclusivement russe – malheur à l'étranger qui ne possède qu'une autorisation de circuler fournie par les autorités arméniennes, fussent-elles les plus hautes : elle ne suffira pas. Après Latchin (appelé aussi Berdzor) et deux autres check-points russes, se présente une bifurcation avec, dans l'air, un regain de tension. À droite, une grille contrôlée par les troupes azéries, derrière laquelle grimpe l'étroite route jusqu'à Chouchi (rebaptisée Choucha par ses nouveaux occupants), noyée dans la brume. Tout droit, Stepanakert, dans laquelle on pénètre après un ultime check-point qui résume pathétiquement la situation géopolitique locale : des soldats russes contrôlent les papiers sous le regard de militaires arméniens... sans arme.

FAMILLES EN DEUIL

La capitale de l'Artsakh porte encore des stigmates du bombardement intensif qu'elle a subi moins d'un an plus tôt : ainsi de l'école numéro 10, prise pour cible par l'artillerie azerbaïdjanaise, tout comme certains hôpitaux locaux ou la cathédrale Sainte-Mère-de-Dieu, également visés par des roquettes Smerch et Grad, voire des bombes à sous-munitions Mo95 DPICM, au prétexte que ces établissements auraient recelé dans leurs caves des stocks d'armes et de munitions – ce qui se révéla inexact. Parfois, à un croisement, flotte entre deux poteaux de signalisation une bannière noire sur laquelle sont écrits un mot en lettres arméniennes et un numéro (18, 19, ou 20, en général) : le prénom et l'âge d'un volontaire ou d'un appelé qui habitait cette rue et qui est tombé durant le conflit. Devant la morgue ou au



Une position arménienne près de Chouchi.



Au « cimetière des héros » de Stepanakert, une jeune femme devant la tombe de son frère tué lors de « la guerre des 44 jours ».

Comme le Karabakh, la République d’Arménie, entourée sur 85 % de ses frontières par des Turcs et des Azéris, n’est-elle pas, elle aussi, une enclave ?

cimetière, il n’est pas rare de croiser des familles en deuil, qui restent parfois une journée entière sur place : dans l’attente, souvent vaine, d’informations sur un enfant, un parent, un cousin dont le corps n’a pas été retrouvé. Mais aussi dans la crainte que son nom s’ajoute demain à ceux d’une liste morbide longue déjà de plus de 1 630 lignes.

RÉSILIENCE

La vie, malgré tout, a repris au Karabakh. Depuis 301, date de la conversion de l’Arménie au christianisme (premier État dans le monde à le faire), ses habitants ont appris à se reconstruire après les malheurs. La résilience est leur affaire. Des invasions byzantines, perses, mongoles, arabes, turques et russes au génocide de 1915, ils connaissent la musique funèbre qui accompagne leur destinée. L’actuelle Arménie n’occupe-t-elle pas un dixième du territoire qu’administraient ses rois et princes il y a quinze siècles ? Rien d’étonnant, dès lors, à voir les Artsakhotes développer une énergie décuplée dans leurs activités quotidiennes. Comme si de rien n’était. Comme s’il ne s’était rien passé hier et qu’il ne se passera rien demain. Les commerçants commercent ; les ouvriers œuvrent ; les enfants jouent sur la vaste place de la Renaissance en riant, bizarrement impatients de retrouver le chemin de l’école ; de petits embouteillages obstruent le centre de Stepanakert ; on regarde passer les camions remplis de soldats ou de matériel russes sans trop y prêter attention ; les fumées des grils empestent gentiment l’air ; le lavash sort des fourneaux où plongent les têtes de boulangers-acrobates ; le patron du pub Bardak prépare son prochain mariage au monastère de Gandzasar (XIII^e siècle) ; le centre culturel francophone Paul-Éluard se refait une beauté. Lentement mais sûrement, le pays se rebâtit. Avec ses propres forces et grâce aux pouvoirs publics arméniens, mais aussi à l’aide de collectivités locales étrangères (dont un certain nombre de villes et de régions de France, où vivent 600 000 citoyens d’origine arménienne), de pays amis et d’organisations humanitaires comme la Croix-Rouge, la Fondation Charles-Aznavor ou EliseCare, qui continuent à fournir du matériel sanitaire, médical ou éducatif. Sans oublier l’association française SOS Chrétiens d’Orient. À la tête d’une mission qui compte une vingtaine de volontaires déployés aussi bien à Gyumri, dans le nord de l’Arménie, qu’à Goris, Corentin Clerc vient dès qu’il le peut au Karabakh où plusieurs projets de « SOS » ont été lancés : reconstruction ou rénovation de maisons, d’églises ou de routes abîmées par la guerre, travaux d’irrigation et replantation d’arbres, aide au développement d’élevages de lapins et de poules. « *Nous essayons de former en Arménie des déplacés pour qu’ils*

puissent rentrer en Artsakh avec une activité professionnelle qui leur assure les moyens de vivre et de travailler dans leur pays, explique le jeune homme. *Par exemple, nous envisageons de mettre en route une usine de transformation de raisin dans un village de l’est afin de permettre à ses habitants de poursuivre leur activité, et donc de rester sur place. De même, nous avons ouvert à Goris un atelier de couture où travaillent huit ouvrières qui viennent de Martouni. Elles s’assurent un revenu en vendant les sacs et les trousseaux qu’elles ont fabriqués, avec l’idée qu’elles repartent un jour chez elles avec leurs machines en profitant du réseau qu’elles se sont constitué pour continuer leur activité depuis leur terre natale.* » Idée d’autant plus vertueuse qu’une partie du tissu dit arménien est aujourd’hui fabriqué en... Turquie.

INCURSIONS AZÉRIES

Solidarité, unité, foi. S’ils croient plus dans le bouclier russe qu’en toute parole étrangère (surtout en provenance du groupe de Minsk, structure de l’OSCE supposée rechercher depuis vingt-neuf ans une résolution pacifique entre l’Arménie et l’Azerbaïdjan...) ou toute déclaration du gouvernement Pachinian, les Arméniens du Karabakh sont néanmoins conscients qu’un moyen nécessaire sinon suffisant pour survivre réside dans leur lien charnel avec la République d’Arménie. D’abord parce qu’elle vit pareillement sous la menace turco-azérie : en témoignent les incursions répétées et illégales de troupes ennemies depuis mai dans le Syunik, le Gegharkunik et à la frontière du Nakhitchevan, à Yersakh (à seulement 60 kilomètres au sud d’Erevan !). Mais aussi parce qu’ils n’oublient pas que les 100 000 déplacés de la guerre ont tous trouvé refuge amical ou familial dans le pays-mère. Ainsi de cette mère de famille nombreuse de Martouni. Un soir, au cri de « *Les Turcs arrivent !* », elle jette ses quatre grands enfants dans une Lada en leur donnant rendez-vous « *dans le premier village de l’autre côté de la frontière* ». C’est ainsi qu’un couple de Togh aperçoit par sa fenêtre, en pleine nuit d’octobre 2020, une petite famille de réfugiés, des valises pleines autour d’eux. Il les invite à s’installer dans sa maison. Quelques jours plus tard arriveront les quatre autres frères et sœurs et leur mère. Puis des voisins. En tout, 21 personnes vivront là pendant la guerre. Parce que leurs hôtes estimaient qu’accueillir et protéger des Arméniens d’Artsakh, c’était aussi, à terme, se protéger. Huit mois plus tard, les moissons se sont faites à Togh sous protection de l’armée après une incursion de plusieurs kilomètres des troupes azéries de ce côté-ci de la frontière. Entourée sur 1 300 kilomètres (85 % de ses frontières) par l’Azerbaïdjan et la Turquie, l’Arménie n’est-elle pas au fond, elle aussi, une enclave ? ■

Jean-Christophe Buisson